



Prise de parole Cgt, conseil de CUC

(13/10/2014)

Mesdames messieurs les élus communautaires, madame la députée, monsieur le président de la CUC, bonjour.

Le 16 mai 2013, il y a presque un an et demi, la Cgt faisait à la CUC, une déclaration qui finissait par ces mots : « **Quelles vont être vos exigences dans les semaines à venir ?** »

Nous venions vous interpeler sur la situation de l'emploi et du plan de charge de notre établissement Cherbourgeois.

A l'époque, votre compréhension et votre intérêt à notre cause ne semblait pas faire de doute... je dis « semblait », car parmi nous, déjà à l'époque, certains avaient des doutes.

Force est de constater que depuis, notre cause vous a bien peu mobilisé. Jamais depuis cette date, je dis bien jamais depuis cette date, nous n'avons eu d'échange à votre initiative. Il a fallu que nous vous relançons régulièrement, que nous demandions des audiences, que nous téléphonions, etc...

Le problème, c'est que dans le même temps, dans notre établissement les choses se sont aggravées. Vous le savez, puisque comme tous citoyens, vous pouvez lire dans la presse locale les comptes-rendus de nos initiatives, sitôt commentés par notre direction...

Pas un mois depuis un an et demi sans que nos actions, nos interpellations, ne vous alertent sur notre situation industrielle, sociale, économique...

Si nous sommes là aujourd'hui, c'est pour solennellement vous dire que, et entendez-le fort et clair, nous ne laisserons pas mourir notre établissement de production dans l'indifférence générale. La Cgt a tenu ce discours au conseiller social du ministre le 10 juillet dernier et nous tenons à ce que vous l'entendiez.

L'état est encore aujourd'hui, grâce à l'action des personnels, notre actionnaire principal. Avec 63% du capital de DCNS, il a les moyens d'agir. Tous ses représentants, locaux et nationaux, ont donc une responsabilité et un rôle à jouer quant à l'avenir de DCNS à Cherbourg et le traitement social des ses personnels.

- **Qui dans cette salle** est d'accord avec la direction de DCNS qui mène une politique qui nous plonge de plus en plus vers la « disqualification industrielle » ? Le fait qu'une grande majorité de personnels pensent que nous ne sommes plus capables de fabriquer un sous-marin est déjà en soit un fait grave. Qui assume qu'ils puissent avoir raison ?
- **Qui dans cette salle** assume que la direction de DCNS, fasse travailler des détenus dans les prisons au nom d'une politique de sous-traitance du moindre cout ?
- **Qui dans cette salle** assume, suite aux nombreux départs non-remplacés, les graves pertes de compétences et les pertes de maîtrise qui en découlent ? Nous avons dans ce domaine de nombreux exemples de ce que nous avançons !
- **Qui dans cette salle** assume que notre direction, au gré de ses envies d'organisation, ampute le salaire « **garanti à l'embauche** » des personnels de l'atelier Legris, de plus de 200€, et en face un sujet de chantage ? Notre directeur local s'est adressé deux fois à la population Cherbourgeoise concernant un simple changement d'horaire dans un atelier. Si c'est si simple, pourquoi tout ce bruit ?
- **Qui dans cette salle** assume que des salariés de la sous-traitance, dans un site industriel, soient menacés de licenciement, du jour au lendemain, et ce sans la moindre justification ? Qui assume qu'elle le fasse en refusant de s'expliquer sur la situation ?

- **Qui dans cette salle** assume que les pertes d'effectifs et ses effets sur notre capacité de production ? Nous étions 2444 en mai 2013, lorsque nous sommes venus vous voir, nous sommes 2310 aujourd'hui ! Nous étions 1400 ouvriers à Dcns Cherbourg en 2004, nous sommes 700 aujourd'hui...
- **Qui dans cette salle** est d'accord avec DCNS quand elle sous-traite entièrement l'activité de déconstruction des sous-marins ? 30 ans de travail continu pour plus de 50 personnes !
- **Qui dans cette salle** assume le fait que dans le cadre des EMR, notre direction abandonne l'éolien flottant et externalise l'hydrolien, et ce après avoir englouti des millions d'€ de subventions publiques ? Elles sont où les clauses de conditionnalité des aides versées ?

La réalité de DCNS c'est cela ! Mesdames et messieurs les élus, regarder ailleurs, moquer nos propos, caricaturer notre analyse n'y change rien...

Les mauvais coups se multiplient, notre établissement se transforme peu à peu en une coquille vide, et les seuls qu'on entend, c'est nous !

Il est où votre avis ? Elle est où votre analyse ? Allez-vous continuer encore longtemps à nous regarder nous débattre, sans faire autre chose que d'écrire des courriers ?

C'est la panique à tous les étages et notre direction perd pied !

En juin dernier, le numéro 2 du groupe DCNS venait réaffirmer sa volonté quant au retour d'une certaine sérénité dans les établissements et faisait de l'avancement des travaux la priorité absolue de tous ! Dans le même temps, la direction locale a enclenché une vaste campagne de flicage, chronométrage de ses personnels. Quid de la sérénité annoncée ?

En quelques semaines, nous avons vus partir, débarquer, licencier, le Pdg de DCNS, Le directeur de la branche sous-marin, le chef local de l'ingénierie, le chef de projet Brésil, le chef de l'atelier coque, etc.

La Cgt est-elle la seule à trouver la situation grave ? Allez-vous continuer encore longtemps à douter, ou pire à, vous moquer de ce que nous vous disons ?

Depuis maintenant plusieurs années, nous demandons la mise en place d'une réunion tripartite, table ronde, réunissant l'industriel, le politique et le syndical. Vous prétendez la souhaiter lorsque nous vous rencontrons, et après, plus rien !

Il y a quelques mois, avec la nouvelle Loi de Programmation Militaire, l'état a sanctuarisé le plan de charge de DCNS, pas celui de ses personnels. En juillet dernier, le 4^{ème} Barracuda nous été commandé. Comment est-il possible que la politique que la direction nous inflige n'ait pas changé, pire, qu'elle se soit intensifiée, empirée ? Comment est-il possible que la seule priorité de direction soit le volume des marges dégagées, en clair, les bénéfices ?

Il faut, et c'est urgent, que le « vrai patron », l'état et tous ses représentants, prennent leurs responsabilités. Mettre tout le monde autour d'une table ne devrait pas poser de problème si nous avons des objectifs communs !

Une nouvelle période de silence de votre part n'aurait qu'une seule explication à nos yeux. Ceux qui veulent transformer notre entreprise en un vulgaire marchand de canon auraient trouvé des « complices ».

Nous nous refusons pour l'instant à une telle analyse, mais notre patience, celle de tous nos syndiqués, de tous nos sympathisants ont des limites.

Nous n'attendrons pas un an et demi pour revenir, et sans prise en compte rapide, voyante et volontaire de votre part à tous, il est fort à parier que vous trouverez nos initiatives de moins en moins collaboratives...

Ce n'est pas une menace dissimulée, c'est le message déterminé de personnels qui ne se laisseront pas faire, travailleront avec leurs alliés et combattrons leurs ennemis !

Cherbourg, le 13 octobre 2014.